



**PRÉFET  
DE L'EURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Arrêté n° UBDEO-ERA-26-37 modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 février 2010 réglementant l'activité de la société NATUP ex INTERFACE CEREALES, sise à Breteuil-sur-Iton, qui exploite des silos de stockage de céréales dégageant des poussières inflammables**

**LE PRÉFET DE L'EURE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.181-14 et L.514-5,
- vu le décret du 8 avril 2026 du Président de la République nommant Monsieur Xavier DELARUE, préfet de l'Eure,
- vu le procès-verbal d'installation de Monsieur Xavier DELARUE, préfet de l'Eure, au 6 mai 2026,
- vu le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- vu l'arrêté du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745,
- vu l'arrêté préfectoral n°DCAT-SJIPE-2026-25 du 06 mai 2026 portant délégation de signature à M. Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 février 2010 réglementant l'activité de la société NATUP ex INTERFACE CEREALES, sise à Breteuil-sur-Iton, qui exploite des silos de stockage de céréales dégageant des poussières inflammables,
- vu le porter à connaissance de la société NATUP concernant l'implantation d'un bâtiment d'agrofournitures et l'extension de ses bureaux administratifs du 16 mai 2022,
- Vu la déclaration initiale de la société NATUP concernant la rubrique n°4510 relative à un projet d'implantation d'un bâtiment de stockage de produits phytopharmaceutiques sur son site situé sur la commune de Breteuil transmise par téléprocédure le 12 mai 2022,

- Vu l'avis de l'inspection du 26 août 2022 sur ce projet,
- vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la visite du 10 mars 2026 et transmis à l'exploitant par courriel en date du 24 avril 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement,
- vu le projet d'arrêté porté le 24 avril 2026 à la connaissance du demandeur,
- vu l'absence d'observations du demandeur sur ce projet le 06 mai 2026,

**Considérant** que la modification portant sur l'implantation d'un bâtiment de stockage de produits phytopharmaceutiques ne change pas le classement de l'installation de Breteuil au titre de la rubrique n°2160 (Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable),

**Considérant** la modélisation de l'incendie généralisé de ce local de produits phytopharmaceutiques montre que les effets liés aux flux thermiques sortent des limites de propriété.,

**Considérant** toutefois que la zone extérieure impactée par le seuil des effets létaux ( $5 \text{ kW/m}^2$ ) et des effets irréversibles ( $3 \text{ kW/m}^2$ ) correspond à une bande (d'environ 35 m) de la rue des Ifs (impasse) de la commune de Breteuil.

**Considérant** que le scénario d'incendie de ce bâtiment de stockage de produits phytopharmaceutiques ne génère pas d'effets dominos sur les autres installations,

**Considérant** que le seuil des effets dominos ( $8 \text{ kW/m}^2$ ) en cas d'incendie ne sortent pas des limites de propriété,

**Considérant** qu'au regard de la circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 04/05/07 relative au porter à la connaissance " risques technologiques " et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées, l'extension ne constitue pas une modification substantielle car les zones d'effets sortant ne touchent qu'une voie (une impasse),

**Considérant** qu'il convient d'actualiser la situation administrative du site pour encadrer les dangers et les inconvénients liés à ce nouveau bâtiment de stockage de produits phytopharmaceutiques,

**Considérant** le caractère non substantiel des modifications demandées au regard de l'article R.181-46 du code de l'environnement,

**Considérant** l'article R.181-45 du code de l'environnement susvisé permettant au préfet de modifier par arrêté complémentaire les prescriptions d'un arrêté préfectoral,  
Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

## ARRÊTE

### **Article 1er : Objet**

La société NATUP, dont le siège social se situe 49 allée des Rouges Terres - BP 119 - 76232 BOIS-GUILLAUME CEDEX, est tenue de se conformer aux prescriptions modificatives suivantes concernant l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 février 2010.

Les prescriptions ci-dessous modifient et / ou complètent les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 février 2010.

### **Article 2 : Modification du chapitre 1.2 « Consistance des installations classées » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 février 2010**

Rubrique et alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Volume autorisé
2160-2-a	A	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532  2. Autres installations	Stockage de céréales en silo (silos verticaux)	Volume total des stockages supérieur à 15 000 m <sup>3</sup>	28 680 m <sup>3</sup>
4510-2	DC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	Stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique	Quantité totale de produits dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	80 t
2160-1	NC	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières	Stockage de céréales en silo (silos plats)	Volume total des stockages supérieur à 5 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 15 000 m <sup>3</sup>	4 480 m <sup>3</sup>



Rubrique et alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Volume autorisé
		inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532  1. Silos plats			
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	Stockage de produits dangereux pour l'environnement	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	35 t
4702-IV	NC	Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %	Stockage d'engrais simples et [...] inférieure à 24,5 %)	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à étant supérieure ou égale à 1 250 t	1249 t
4702-II et III	NC	Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) qui satisfont aux conditions de l'annexe III-2 (*) du règlement européen et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est supérieure à 24,5 % en poids, sauf pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % ; - supérieure à 15,75 % en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium ; - supérieure à 28 % en poids pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 %. III. - Mélange d'engrais simples solides à base de nitrate	Stockage d'engrais dont la quantité totale (Q) d'engrais répond à au moins un des deux critères II ou III susceptible d'être présente dans l'installation	Quantité totale d'engrais répondant à au moins un des trois critères I, II ou III susceptible d'être présente dans l'installation étant soit supérieure ou égale à 500 t, mais inférieure à 1 250 t ou Quantité totale d'engrais répondant à au moins un des trois critères I, II ou III susceptible d'être présente dans l'installation étant soit inférieure à 500 t comportant une quantité en vrac d'engrais, dont la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est	499 t dont 249 t d'engrais 4702-II en vrac

Rubrique et alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du critère	Volume autorisé
		d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est comprise entre 24,5 % et 28 % en poids.		supérieure à 28 % en poids, supérieure ou égale à 250 t	
2175	NC	Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l, lorsque la capacité totale est supérieure à 100 m <sup>3</sup>	Stockage d'engrais liquide	Capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l	100 m <sup>3</sup>

### **Article 3 : Nouveau bâtiment de stockage des produits phytopharmaceutiques**

Le nouveau bâtiment de stockage des produits phytopharmaceutiques est implanté et exploité conformément à l'arrêté du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510, 4741 ou 4745 s'appliquant aux installations nouvelles. »

### **Article 4 : Délais et voies de recours (article R514-3-1 du code de l'environnement)**

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L. 514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions des articles R.514-3-1 et R.181-50 du code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **Article 5 : Publicité et Exécution**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Le secrétaire général de la préfecture, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Bernay,
- Madame le maire de la commune de Breteuil,
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO),

Fait à Évreux, le **20 MAI 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Alaric MALVES